

SCAN

DIRECTION DEPARTEMENTALE
DES TERRITOIRES ET DE LA
01 AOUT 2016
Bureau du courrier
PYRENEES-ORIENTALES

d [table] M

01 AOUT 2016



[table]

Mission régionale d'autorité environnementale
LANGUEDOC-ROUSSILLON-MIDI-PYRÉNÉES

SERVICE AMENAGEMENT					
	A	I	PR	AS	SCAN
Chef service					
Adjoint CS					
- 8 AOUT 2016					
UD		X			
ADS/F					
PCT					
AJ					

Marseille, le 26 juillet 2016

Monsieur le Maire,

Je vous prie de bien vouloir trouver, ci-jointe, la décision de la mission régionale d'autorité environnementale concernant l'examen au cas par cas du projet d'élaboration du plan local d'urbanisme de la commune de MONTAURIOL (PYRENEES-ORIENTALES)

Cette décision est mise en ligne :

- sur le site internet de la mission régionale d'autorité environnementale de Languedoc-Roussillon-Midi-Pyrénées (MRAe) : www.mrae.developpement-durable.gouv.fr ;
- et sur le site internet de la DREAL Languedoc-Roussillon-Midi-Pyrénées.

Cette décision devra être jointe au dossier d'enquête publique ou, le cas échéant, mise à disposition du public.

Je vous prie de bien vouloir agréer, Monsieur le Maire, l'expression de ma considération distinguée.

Le président de la mission régionale
d'autorité environnementale,
Marc Challéat

Copie : Préfecture de département
Direction départementale des territoires

Mairie de MONTAURIOL
Monsieur le Maire de MONTAURIOL
Le VILLAGE
66300 MONTAURIOL

[Signature]
DDTM 66
Service Aménagement
- 8 AOUT 2016
COURRIER ARRIVE



Mission régionale d'autorité environnementale
LANGUEDOC-ROUSSILLON-MIDI-PYRÉNÉES

**Décision de dispense d'évaluation environnementale après examen
au cas par cas en application de l'article R.104-28 du Code de
l'urbanisme sur l'élaboration du PLU de Montauriol (66)**

n°MRAe 2016DKLRMP21

La mission régionale d'Autorité environnementale du Conseil général de l'environnement et du développement durable (MRAe), en tant qu'autorité administrative compétente en matière d'environnement en application du décret n°2016-519 du 28 avril 2016 ;

Vu la directive 2001/42/CE du 27 juin 2001 du parlement européen relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement, notamment son annexe II ;

Vu le Code de l'urbanisme, notamment ses articles R.104-8, R.104-16, R.104-21 et R.104-28 à R.104-33 ;

Vu le décret n°2016-519 du 28 avril 2016 portant réforme de l'autorité environnementale ;

Vu l'arrêté ministériel du 12 mai 2016 portant nomination des membres des MRAe ;

Vu la convention signée entre le président de la MRAe et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Languedoc-Roussillon-Midi-Pyrénées ;

Vu la délibération n°2016-01 de la MRAe, en date du 24 juin 2016, portant délégation à Marc Challéat, président de la MRAe, et à Bernard Abrial, membre de la MRAe, pour prendre les décisions faisant suite à une demande d'examen au cas par cas ;

Vu la demande d'examen au cas par cas relative au dossier suivant :

- n°2016-2016 ;
- élaboration du PLU de Montauriol, déposée par la commune ;
- reçue le 27 mai 2016 ;

Vu la consultation de l'agence régionale de santé en date du 1^{er} juin 2016 ;

Considérant que la commune de Montauriol élabore son PLU afin de maîtriser sa croissance démographique, de préserver et réhabiliter l'identité patrimoniale des Aspres, de préserver les espaces agricoles, naturels et forestiers et d'accompagner les activités économiques ;

Considérant que la commune prévoit l'accueil de 50 habitants et la création de 20 logements supplémentaires à l'horizon 2030 ;

Considérant que le projet de PLU prévoit l'urbanisation de 1,6 hectare en continuité du tissu urbain existant ;

Considérant que le projet de PLU prévoit le reclassement d'environ 10 hectares de zones urbanisables au POS en zone naturelle, ainsi que le reclassement d'environ 25 hectares de zones NCa (secteurs non exploités des anciennes carrières) au POS en zone naturelle ;

Considérant qu'au regard de l'ensemble de ces éléments, le projet n'est pas susceptible d'entraîner des impacts notables sur l'environnement ;

Décide

Article 1^{er}

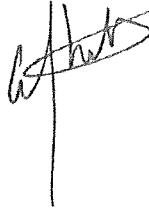
Le projet d'élaboration du PLU de Montauriol, objet de la demande n°2016-2016, n'est pas soumis à évaluation environnementale.

Article 2

La présente décision sera publiée sur le site internet de la mission régionale d'autorité environnementale de Languedoc-Roussillon-Midi-Pyrénées (MRAe) : www.mrae.developpement-durable.gouv.fr et sur le Système d'information du développement durable et de l'environnement

(SIDE) : <http://www.side.developpement-durable.gouv.fr>.

Fait à Marseille, le 26 juillet 2016



Voies et délais de recours contre une décision imposant la réalisation d'une évaluation environnementale

Recours administratif préalable obligatoire, sous peine d'irrecevabilité du recours contentieux : *(Formé dans le délai de deux mois suivant la mise en ligne de la décision)*

Le président de la MRAe LRMP
DREAL Languedoc-Roussillon-Midi-Pyrénées
Direction énergie connaissance - Département Autorité environnementale
1 rue de la Cité administrative Bât G
CS 80002 - 31074 Toulouse Cedex 9

Recours hiérarchique : *(Formé dans le délai de deux mois, ce recours a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux)*

Madame la ministre de l'environnement, de l'énergie et de la mer
Tour Séquoia
92055 La Défense Cedex

Recours contentieux : *(Formé dans le délai de deux mois à compter de la notification/publication de la décision ou bien de deux mois à compter du rejet du recours gracieux ou hiérarchique)*

Tribunal administratif de Montpellier
6 rue Pitot
34000 MONTPELLIER

Conformément à l'avis du Conseil d'État n°395916 du 06 avril 2016, une décision de dispense d'évaluation environnementale d'un plan, schéma, programme ou autre document de planification n'est pas un acte faisant grief susceptible d'être déféré au juge de l'excès de pouvoir. Elle peut en revanche être contestée à l'occasion de l'exercice d'un recours contre la décision approuvant le plan, schéma, programme ou autre document de planification.